

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 3226

[S - C - 98/27646]

19 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant, pour les fonctionnaires des services extérieurs de la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, les fonctions auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité du logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 83, § 3, et 87, § 3, modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988;

Vu le protocole n° 262 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 30 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 décembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 avril 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant d'une part que les fonctionnaires qui ont été transférés consécutivement à la régionalisation des Voies hydrauliques ont pu continuer à se prévaloir des dispositions réglementaires qui étaient en vigueur dans leur Ministère d'origine pour bénéficier de la gratuité du logement;

Considérant d'autre part que les fonctionnaires intégrés ultérieurement dans le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports en raison de la dissolution de l'Office de la Navigation ont également pu continuer à jouir de la gratuité du logement qui leur était réglementairement accordée dans leur organisme d'origine;

Considérant dès lors qu'il est indispensable de fixer les règles permettant d'étendre le bénéfice de la gratuité du logement à tous les fonctionnaires des services extérieurs de la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions organiques***Article 1^{er}.** Le présent arrêté s'applique :1^o aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :

- a) garde des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou adjoint (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - b) premier garde des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou adjoint principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - c) garde principal des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou adjoint principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- 2^o aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :
- a) agent des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - b) premier agent des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - c) agent en chef des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
 - d) chef éclusier (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);

3^o aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :

- a) ouvrier qualifié A des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- b) ouvrier qualifié B des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- c) ouvrier qualifié C des voies navigables (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);

4^o aux fonctionnaires qui sont titulaires d'un des grades de :

- a) mécanicien adjoint des ascenseurs hydrauliques (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- b) mécanicien des ascenseurs hydrauliques (au 1^{er} janvier 1990) ou opérateur principal (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- c) premier mécanicien des ascenseurs hydrauliques (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994);
- d) chef mécanicien spécial (au 1^{er} janvier 1990) ou premier opérateur (depuis le 1^{er} décembre 1994).

Art. 2. Les fonctionnaires des services extérieurs de la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports auxquels est accordé le bénéfice de la gratuité du logement sont répartis de la manière suivante, dans les limites du nombre éventuellement prévu pour chaque catégorie :1^o les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 1^o, affectés aux sections des voies navigables;2^o les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 2^o, en fonction :

a) sur le Canal du Centre :

- Ecluse de Thieu 3
- Ecluse d'Havré 3
- Ecluse d'Obourg Warton 3

b) sur le canal de Pommerœul à Condé :

- Ecluse d'Hensies 3

— Ecluse de Pommerœul	3
<i>c)</i> sur le Canal Nimy - Blaton - Péronnes :	
— Ecluse n° 1 à Péronnes-lez-Antoing	3
— Ecluse n° 2 à Péronnes-lez-Antoing	3
<i>d)</i> sur la Dendre :	
— Ecluse de Bilhee	3
— Ecluse de Rebaix	3
— Ecluse de Papignies	3
— Ecluse de Lessines	3
— Ecluse de Deux-Acren	3
<i>e)</i> sur le Canal de Blaton à Ath :	
— Barrage de Tongres-Notre-Dame et évacuation des crues du Daminont et de l'Hardempont	3
— Ecluses n°s 16 et 17, station de pompage à Maffle et écluse n° 18 à Ath	3
— Ecluses n°s 19 à 21 à Ath	3
<i>f)</i> sur le Haut-Escaut :	
— Ecluse d'Antoing	3
— Ecluse de Kain et Pont Notre-Dame	3
— Ecluse de Hérimmes	3
<i>g)</i> sur le Canal de l'Espierres :	
— Ecluse de Warcoing et évacuation des crues du Rieu Delbecq	3
<i>h)</i> sur la Lys :	
— Ecluse de Comines	3
<i>i)</i> sur le Canal de Charleroi à Bruxelles :	
— Ecluse n° 1, à Marchienne-au-Pont	3
— Ecluse n° 2, à Gosselies	3
— Ecluse n° 3, à Viesville	3
— Complexe du Plan incliné de Ronquières	3
— Ecluse n° 5, à Ittre	3
— Ecluses n°s 26 à 28 et barrage de la Samme	3
<i>j)</i> sur l'Ourthe :	
— barrage des grosses Battes, Streupas, Colonster et Tilff	3
<i>k)</i> sur la Meuse :	
— Ecluse de Hastière	3
— Ecluse de Waulsort	3
— Ecluse d'Anseremme	3
— Ecluse de Dinant	3
— Ecluse de Houx-Anhée	3
— Ecluse de Hun	3
— Ecluse de Rivière	3
— Ecluse de Tailfer	3
— Ecluse de La Plante	3
— Ecluse des Grands-Malades	3
— Ecluse d'Andenelle	3
— Ecluse d'Ampsin-Neuville	3
— Ecluse de Yvoz-Ramet	3
— Barrage de Monsin	3
— Ecluse de Hermalle-s/Argenteau	3
— Barrage de Lixhe	3
<i>l)</i> sur le Canal de Monsin :	
— Ecluse de Monsin	3
<i>m)</i> sur le Canal de Haccourt à Visé :	
— Ecluse de Visé	2
<i>n)</i> sur le Canal de Lanaye :	
— Ecluse de Lanaye	4
<i>o)</i> sur le Canal de l'Ourthe :	
— Ecluse n° 1 à Angleur	1
— Pont-levis <i>1bis</i> à Angleur	1

<i>p)</i> sur la Sambre :	
— Ecluse n° 1 à Solre-sur-Sambre	3
— Ecluse n° 2 à La Buisnière	3
— Ecluse n° 3 à Fontaine-Valmont	3
— Ecluse n° 4 à Lobbes	3
— Ecluse n° 5 à Thuin	3
— Ecluse n° 6 à Thuin (Grand-Courant)	3
— Ecluse n° 7 à Leernes (Trou d'Aulne)	3
— Ecluse n° 8 à Leernes (Abbaye d'Aulne)	3
— Ecluse n° 9 à Landelies	3
— Ecluse n° 10 à Monceau-sur-Sambre	3
— Ecluse de Marcinelle	3
— Ecluse de Montignies-sur-Sambre	3
— Ecluse de Roselies	3
— Ecluse d'Auvelais	3
— Ecluse de Mornimont	3
— Ecluse de Floriffoux	3
— Ecluse de Namur	3
3° les fonctionnaires visés à l'article 1 ^{er} , 4°, en fonction sur le Canal du Centre :	
— ascenseur n° 1	3
— ascenseur n° 2	3
— ascenseur n° 3	3
— ascenseur n° 4	3

Art. 3. Le fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 4°, *d.*, bénéficie de la gratuité du logement lorsqu'il est affecté à l'un des ouvrages énumérés à l'article 2, 3°.

Art. 4. Lorsque le nombre des fonctionnaires affectés aux ouvrages d'art énumérés à l'article 2, 2° et 3° est inférieur aux quotas fixés par cet article, le Ministre de la Fonction publique peut accorder le bénéfice de la gratuité du logement aux fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 3°, à concurrence desdits quotas.

Art. 5. Les fonctionnaires visés aux articles 2, 3 et 4 doivent assumer des sujétions spéciales, même quand leur administration se trouve dans l'impossibilité matérielle de les loger sur place.

Les fonctions exercées par les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} sont classées dans la catégorie prévue à l'article 3, 2°, *a.*, de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Art. 6. Les fonctionnaires visés aux articles 2, 3 et 4 ont droit au bénéfice de la gratuité du logement à partir de la date à laquelle ils prennent leurs fonctions; ils conservent ce droit pendant toute la durée de leur exercice.

Les fonctionnaires précités perdent le bénéfice de la gratuité du logement pendant les périodes excédant un mois au cours desquelles ils sont restés éloignés du service pour quelque raison que ce soit autre que :

1° les congés annuels de vacances et jours fériés, de circonstances ou de convenances personnelles, pour examens médicaux prénatals, pour motifs impérieux d'ordre familial, de maternité, parentaux, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

2° les congés obtenus en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

3° les congés pour cause de maladie ou d'infirmité;

4° les congés pour prestations réduites autorisées après une absence pour maladie ou infirmité;

5° les congés pour prestations réduites autorisées pour des raisons d'ordre social ou familial;

6° les congés pour promotion sociale et pour participer à des activités de formation;

7° les congés pour interruption de la carrière professionnelle à mi-temps;

8° les congés pour don de moelle osseuse ainsi que pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger;

9° lorsqu'ils exercent des prestations réduites pour raisons de convenance personnelle;

10° lorsqu'ils sont en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité.

Art. 7. Les fonctionnaires visés aux articles 2, 3 et 4 supportent eux-mêmes les frais de chauffage et d'éclairage de leur logement.

Lorsque l'administration leur fournit le chauffage et l'éclairage, leur traitement est soumis à une retenue mensuelle égale à 2,5 % du montant brut de la moyenne arithmétique établie entre le minimum et le maximum de l'échelle afférente à leur grade.

Cette retenue est de 2 % si l'administration ne leur fournit que le chauffage.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique peut accorder l'allocation prévue à l'article 4 de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 précité aux mêmes conditions, aux fonctionnaires visés aux articles 2 et 3.

Il peut accorder l'allocation visée à l'alinéa 1^{er} au fonctionnaire visé à l'article 4 qui occupe par intérim un emploi visé aux articles 2 ou 3 et qui en assume les sujétions spéciales pendant une période excédant un mois.

Art. 9. Le fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 3^o, qui, par application des articles 4 et 8, reçoit une allocation tenant lieu de logement perd le bénéfice de cette allocation dès que la fonction à laquelle cette allocation est attachée ou, éventuellement, un logement gratuit peut être attribué à un fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 2^o.

Art. 10. En cas de décès d'un fonctionnaire visé aux articles 2, 3 et 4, sa veuve ou la personne avec laquelle il cohabite et les membres de sa famille habitant sous le même toit conservent la jouissance de leur logement jusqu'à l'expiration du délai fixé dans la lettre leur signifiant leur préavis.

La durée de ce préavis ne peut en aucun cas être inférieure à trois mois.

A partir du premier jour du mois qui suit la date du décès du fonctionnaire précité, l'occupant du logement est redevable d'un loyer dont le montant est fixé conformément aux règles prévues par les articles 2 et 6 de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 précité.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 11. Les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la gratuité du logement, conservent ce bénéfice dans leur affectation respective actuelle.

Les dispositions des articles 5 à 7 et 10 leur sont applicables.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 12. Consécutivement à la conversion des grades intervenue le 1^{er} décembre 1994, il est requis des fonctionnaires concernés par le présent arrêté d'exercer des fonctions correspondant aux grades énumérés à l'article 1^{er}.

Art. 13. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 9 avril 1979 déterminant à l'Office de la Navigation les fonctions auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité du logement, modifié par les arrêtés royaux des 26 mars 1981 et 26 mai 1983;

2^o l'arrêté royal du 6 mai 1985 déterminant en ce qui concerne l'Administration des Voies hydrauliques, Service extérieurs, du Ministère des Travaux publics, les emplois et les lieux de travail auxquels est attaché le bénéfice de la gratuité du logement.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990, à l'exception de l'article 2, 2^o, k à p, et 3^o, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.

Art. 15. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 novembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 98 — 3226

[S - C - 98/27646]

19. NOVEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung, was die Beamten der Außendienststellen der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen betrifft, der Ämter, deren Inhabern eine freie Wohnung zur Verfügung gestellt wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere der Artikel 83, § 3 und 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des am 30. Januar 1998 abgeschlossenen Protokolls Nr. 262 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 10. Dezember 1997, abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Dezember 1997, gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 18. Dezember 1997, gegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der Beratung der Regierung vom 23. April 1998 über die Anfrage eines Gutachtens innerhalb einer Frist von maximal einem Monat;

Aufgrund des am 17. Juli 1998 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung einerseits, daß die Beamten, die nach der Regionalisierung der Wasserstraßen versetzt worden sind, von den in ihrem ursprünglichen Ministerium gültigen Ordnungsbestimmungen weiterhin Gebrauch machen konnten, um über eine freie Wohnung zu verfügen;

In der Erwägung andererseits, daß die Beamten, die aufgrund der Auflösung des Schiffahrtsamtes später in das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen aufgenommen worden sind, weiterhin über den Vorteil der freien Wohnung, der ihnen ordnungsgemäß in ihrer ursprünglichen Einrichtung gewährt wurde, verfügen konnten;

In der Erwägung, daß es deshalb unbedingt notwendig ist, die Regeln zur Ausdehnung des Vorteils der freien Wohnung auf die gesamten Beamten der Außendienststellen der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I. — Grundbestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß ist anwendbar auf:

1° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) Aufseher der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Beigeordneter (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) erster Aufseher der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptbeigeordneter (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) Hauptaufseher der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptbeigeordneter (seit dem 1. Dezember 1994);

2° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) Bediensteter der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) erster Bediensteter der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) Chefbediensteter der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- d) Chefschleusenwärter (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994);

3° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) Qualifizierter Arbeiter A der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) Qualifizierter Arbeiter B der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) Qualifizierter Arbeiter C der Wasserstraßen (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);

4° die Beamten, die Inhaber der folgenden Dienstgrade sind:

- a) beigeordneter Mechaniker der hydraulischen Aufzüge (am 1. Januar 1990) oder Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- b) Mechaniker der hydraulischen Aufzüge (am 1. Januar 1990) oder Hauptoperator (seit dem 1. Dezember 1994);
- c) erster Mechaniker der hydraulischen Aufzüge (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994);
- d) Sonderchefmechaniker (am 1. Januar 1990) oder erster Operator (seit dem 1. Dezember 1994).

Art. 2 - Die Beamten der Außendienststellen der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, denen der Vorteil der freien Wohnung gewährt wird, werden wie folgt in den Grenzen der gegebenenfalls für jede Kategorie vorgesehenen Anzahl eingeteilt:

1° die in Artikel 1, 1° angeführten Beamten, die mit Sektionen der Wasserstraßen beauftragt sind;

2° die in Artikel 1, 2° angeführten und an den nachfolgenden Orten beschäftigten Beamten:

- a) « Canal du Centre » :
 - Schleuse von Thieu 3
 - Schleuse von Havré 3
 - Schleuse von Obourg Warton 3
- b) Kanal Pommerœul-Condé :
 - Schleuse von Hensies 3
 - Schleuse von Pommerœul 3
- c) Kanal Nimy - Blaton - Péronnes :
 - Schleuse Nr. 1 in Péronnes-lez-Antoing 3
 - Schleuse Nr. 2 in Péronnes-lez-Antoing 3
- d) Dender:
 - Schleuse von Bilhee 3
 - Schleuse von Rebaix 3
 - Schleuse von Papignies 3
 - Schleuse von Lessines 3
 - Schleuse von Deux-Acres 3
- e) Kanal Blaton-Ath :
 - Staudamm von Tongres-Notre-Dame und Ableitung des Hochwassers von Daminont und Hardempont 3
 - Schleusen Nr.16 und 17, Pumpstation in Maffle und Schleuse Nr. 18 in Ath 3
 - Schleusen Nr. 19 bis 21 in Ath 3
- f) obere Schelde :
 - Schleuse von Antoing 3
 - Schleuse von Kain und Pont Notre-Dame 3
 - Schleuse von Hérinnes 3

<i>g)</i> « Canal de l'Espierres »:	
— Schleuse von Warcoing und Ableitung des Hochwassers vom Rieu Delbecq	3
<i>h)</i> Leie:	
— Schleuse von Comines	3
<i>i)</i> Kanal Charleroi Brüssel:	
— Schleuse Nr. 1, in Marchienne-au-Pont	3
— Schleuse Nr. 2, in Gosselies	3
— Schleuse Nr. 3, in Viesville	3
— Komplex des « Plan incliné de Ronquières »	3
— Schleuse Nr. 5, in Ittre	3
— Schleusen Nr.26 bis 28 und Staudamm der Samme	3
<i>j)</i> Ourthe:	
— Staudamm der « grosses Battes », Streupas, Colonster und Tilff	3
<i>k)</i> Maas:	
— Schleuse von Hastière	3
— Schleuse von Waulsort	3
— Schleuse von Anseremme	3
— Schleuse von Dinant	3
— Schleuse von Houx-Anhée	3
— Schleuse von Hun	3
— Schleuse von Rivière	3
— Schleuse von Tailfer	3
— Schleuse von La Plante	3
— Schleuse von Grands-Malades	3
— Schleuse von Andenelle	3
— Schleuse von Ampsin-Neuville	3
— Schleuse von Yvoz-Ramet	3
— Staudamm von Monsin	3
— Schleuse von Hermalle-s/Argenteau	3
— Staudamm von Lixhe	3
<i>l)</i> « Canal de Monsin »:	
— Schleuse von Monsin	3
<i>m)</i> Kanal Haccourt-Visé:	
— Schleuse von Visé	2
<i>n)</i> « Canal de Lanaye »:	
— Schleuse von Lanaye	4
<i>o)</i> « Canal de l'Ourthe »:	
— Schleuse Nr. 1 in Angleur	1
— Zugbrücke 1bis in Angleur	1
<i>p)</i> Sambre:	
— Schleuse Nr. 1 in Solre-sur-Sambre	3
— Schleuse Nr. 2 in La Buissière	3
— Schleuse Nr. 3 in Fontaine-Valmont	3
— Schleuse Nr. 4 in Lobbes	3
— Schleuse Nr. 5 in Thuin	3
— Schleuse Nr. 6 in Thuin (Grand-Courant)	3
— Schleuse Nr 7 in Leernes (Trou d'Aulne)	3
— Schleuse Nr. 8 in Leernes (Abbaye d'Aulne)	3
— Schleuse Nr. 9 in Landelies	3
— Schleuse Nr. 10 in Monceau-sur-Sambre	3
— Schleuse von Marcinelle	3
— Schleuse von Montignies-sur-Sambre	3
— Schleuse von Roselies	3
— Schleuse von Auvelais	3
— Schleuse von Mornimont	3
— Schleuse von Floriffoux	3
— Schleuse von Namur	3

3° die in Artikel 1, 4° angeführten Beamten, die am « Canal du Centre » beschäftigt sind:

— Aufzug Nr. 1	3
— Aufzug Nr. 2	3
— Aufzug Nr. 3	3
— Aufzug Nr. 4	3

Art. 3 - Der in Artikel 1, 4°, d, angeführte Beamte der mit einem der in Artikel 2, 3° erwähnten Kunstbauten beauftragt wird, verfügt über eine freie Wohnung.

Art. 4 - Wenn die Anzahl der Beamten der Wasserstraßen, die mit einem der in Artikel 2, 2° und 3° des vorliegenden Erlasses erwähnten Kunstbauten beauftragt sind, unter den in diesem Artikel festgelegten Quoten liegt, kann der Minister des Öffentlichen Dienstes den in Artikel 1, 3° angeführten Beamten den Vorteil der freien Wohnung bis zur Höhe der besagten Quoten gewähren.

Art. 5 - Die in Artikeln 2, 3 und 4 erwähnten Beamten unterstehen besonderen Dienstpflichten, auch wenn ihre Verwaltung nicht in der materiellen Lage ist, sie am Ort und Stelle zu unterbringen.

Die Ämter, die von den im ersten Absatz erwähnten Beamten ausgeübt sind, werden der in Artikel 3, 2°, a des Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 über die Unterbringung gewisser Kategorien des vom Staat besoldeten Personals bestimmten Kategorie zugeordnet.

Art. 6 - Die in Artikeln 2, 3 und 4 erwähnten Beamten haben Anrecht auf den Vorteil der freien Wohnung ab dem Datum, an dem sie ihre Ämter antreten. Sie behalten diesen Anspruch während der gesamten Dauer ihrer Ausübung.

Die vorerwähnten Beamten verlieren den Vorteil der freien Wohnung, wenn sie während eines Zeitraums, der einen Monat überschreitet, vom Dienst entfernt bleiben aus irgendwelchem Grund, der nicht einer der folgenden Gründe ist:

1° Jahresurlaub, Feiertage, umstandbedingter Urlaub oder Urlaub aus persönlichen Gründen, für vorgeburtliche ärztliche Untersuchungen, aus zwingenden familiären Gründen, Mutterschaftsurlaub, Elternurlaub, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft;

2° Urlaub zur Erfüllung gewisser militärischer Pflichten in Friedenszeiten oder zur Leistung von Diensten im Rahmen des Zivilschutzes bzw. zur Erfüllung gemeinnütziger Aufgaben in Anwendung der am 20. Februar 1980 koordinierten Gesetze, die das Statut der Dienstverweigerer aus Gewissensgründen festlegen;

3° Urlaub wegen Krankheit oder Behinderung;

4° Urlaub wegen reduzierter Leistungen, die nach einer Abwesenheit wegen Krankheit oder Behinderung genehmigt worden sind;

5° Urlaub wegen reduzierter Leistungen, die aus sozialen oder familiären Gründen genehmigt worden sind;

6° Urlaub wegen Sozialförderungsunterricht und wegen Teilnahme an einer Ausbildung;

7° Urlaub wegen halbezeitiger Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

8° Urlaub wegen Knochenmarkspende oder um Behinderte und Kranke bei in Belgien oder im Ausland organisierten Reisen oder Aufhalten zu begleiten und ihnen beizustehen;

9° wenn sie reduzierte Dienstleistungen aus persönlichen Gründen erbringen;

10° wenn sie zur Disposition gestellt sind wegen einer Krankheit oder Behinderung, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs hinausgeht.

Art. 7 - Die in Artikeln 2, 3 und 4 erwähnten Beamten übernehmen selbst die Heiz- und Beleuchtungskosten ihrer Wohnung.

Wenn die Verwaltung ihnen die Heizung und die Beleuchtung besorgt, wird ihr Gehalt eines monatlichen Abzugs unterworfen, der sich 2,5 % des Bruttobetrag des arithmetischen Mittels zwischen dem Mindest- und Höchstgehalt der ihrem Dienstgrad entsprechenden Stufe beläuft.

Dieser Abzug beträgt 2 %, wenn die Verwaltung ihnen nur die Heizung besorgt.

Art. 8 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes ist berechtigt, die in Artikel 4 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 vorgesehene Zulage den in den Artikeln 2 und 3 angeführten Beamten zu den gleichen Bedingungen zu gewähren.

Er kann zudem die in Absatz 1 angeführte Zulage dem in Artikel 4 genannten Beamten gewähren, der während eines einen Monat überschreitenden Zeitraums eine der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Stellen in Vertretung besetzt und die damit verbundenen besonderen Dienstpflichten wahrnimmt.

Art. 9 - Der in Artikel 1, 3° angeführte Beamte, der in Anwendung der Artikel 4 und 8 eine Zulage anstelle einer Wohnung bekommt, verliert den Vorteil dieser Zulage, sobald das Amt, mit dem diese Zulage oder gegebenenfalls eine freie Wohnung verbunden ist, einem in Artikel 1, 2° angeführten Beamten zugeteilt werden kann.

Art. 10 - Wenn ein in den Artikeln 2, 3 und 4 erwähnter Bediensteter verstirbt, behalten seine Witwe oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person und die mit ihm wohnenden Angehörigen seiner Familie das Recht auf Nutzung der Wohnung bis nach Ablauf der Frist, die in dem ihnen zugestellten Kündigungsbrief festgelegt ist.

Die Dauer dieser Kündigung darf auf keinen Fall kürzer als drei Monate sein.

Ab dem ersten Tage des Monats, der auf den Sterbetag des Bediensteten folgt, muß der Bewohner eine Miete zahlen, deren Betrag gemäß den durch Artikel 2 und 6 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 vorgesehenen Regeln festgelegt wird.

KAPITEL II. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 11 - Die in Artikel 1, 1°, 2° und 4° angeführten Beamten, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses über eine freie Wohnung verfügen, behalten diesen Vorteil in ihrer jeweiligen jetzigen Einweisung.

Die Bestimmungen von Artikeln 5 bis 7 und 10 gelten ebenfalls für sie.

KAPITEL III. — *Schluß- und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 12 - Infolge der am 1. Dezember 1994 vorgenommenen Umwandlung der Dienstgrade sind die vom vorliegenden Erlaß betroffenen Bediensteten verpflichtet, die Ämter auszuüben, die den in Artikel 1 erwähnten Dienstgraden entsprechen.

Art. 13 - Die folgenden Erlasse werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlaß vom 9. April 1990, durch den für das Schiffsamt die Ämter bestimmt werden, die mit dem Vorteil der freien Wohnung verbunden sind, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. März 1981 und vom 26. Mai 1983;

2° der Königliche Erlaß vom 6. Mai 1985, durch den, was die Verwaltung der Wasserstraßen, Außendienststellen des Ministeriums der Öffentlichen Arbeiten betrifft, die Stellen und die Arbeitsorte bestimmt werden, die mit dem Vorteil der freien Wohnung verbunden sind.

Art. 14 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1990 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 2, 2°, *k* bis *p* und 3°, der am 1. Januar 1995 wirksam wird.

Art. 15 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. November 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 98 — 3226

[S - C - 98/27646]

19 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling, voor de ambtenaren van de buitendiensten van de Algemene Directie Waterwegen van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer, van de ambtenaren waaraan vrij genot van woning verbonden is

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 83, § 3, en 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het protocol nr. 262 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 30 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 december 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 april 1998 betreffende het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad Van State, gegeven op 17 juli 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende, enerzijds, dat de naar aanleiding van de regionalisering van de Waterwegen overgeplaatste ambtenaren zich verder kunnen beroepen op de verordeningsbepalingen die van kracht waren binnen hun oorspronkelijk Ministerie i.v.m. het vrij genot van woning;

Overwegende, anderzijds, dat de ambtenaren die na de ontbinding van de « Office de la Navigation » in het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer zijn opgenomen, eveneens het vrij genot van woning hebben behouden dat hen krachtens het reglement is toegekend binnen hun oorspronkelijke instelling;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is regels vast te stellen om het vrij genot van woning te verlenen aan alle ambtenaren van de buitendiensten van de Algemene Directie Waterwegen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Organieke bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op :

1° de ambtenaren met één van de volgende graden :

a) wachter der waterwegen (op 1 januari 1990) of adjunct (sinds 1 december 1994);

b) eerste wachter der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. adjunct (sinds 1 december 1994);

c) hoofdwachter der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. adjunct (sinds 1 december 1994);

2° de ambtenaren met één van de volgende graden :

- a) agent der waterwegen (op 1 januari 1990) of operateur (sinds 1 december 1994);
- b) eerste agent der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. operateur (sinds 1 december 1994);
- c) hoofdagent der waterwegen (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);
- d) hoofdsluiswachter (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);

3° de ambtenaren met één van de volgende graden :

- a) geschoold werkman A der waterwegen (op 1 januari 1990) of operateur (sinds 1 december 1994);
- b) geschoold werkman B der waterwegen (op 1 januari 1990) of e.a. operateur (sinds 1 december 1994);
- c) geschoold werkman C der waterwegen (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);

4° de ambtenaren met één van de volgende graden :

- a) adjunct-mecaniciën der hefwerken (op 1 januari 1990) of operateur (sinds 1 december 1994);
- b) mecaniciën der hefwerken (op 1 januari 1990) of e.a. operateur (sinds 1 december 1994);
- c) eerste mecaniciën der hefwerken (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994);
- d) speciaal chef-mecaniciën (op 1 januari 1990) of eerste operateur (sinds 1 december 1994).

Art. 2. De toedeling van de ambtenaren van de buitendiensten van de Algemene Directie Waterwegen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer die recht hebben op het vrij genot van woning, wordt, met inachtneming van het aantal dat eventueel voor elke categorie vastgesteld is, als volgt doorgevoerd :

1° de in artikel 1, 1°, bedoelde ambtenaren die bij de afdelingen van de waterwegen ingedeeld zijn;

2° de in artikel 1, 2°, bedoelde ambtenaren in dienst :

a) op het « Canal du Centre » :

- Sluis te Thieu 3
- Sluis te Havré 3
- Sluis te Obourg Warton 3

b) op het kanaal Pommerœul-Condé :

- Sluis te Hensies 3
- Sluis te Pommerœul 3

c) op het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes :

- Sluis 1 te Péronnes-lez-Antoing 3
- Sluis 2 te Péronnes-lez-Antoing 3

d) op de Dender :

- Bilhéesluis 3
- Sluis te Rebaix 3
- Sluis te Papignies 3
- Sluis te Lessen 3
- Sluis te Deux-Acres 3

e) op het kanaal Blaton-Aat :

- Stuw te Tongres-Notre-Dame en vloedafvoer van « Daminont » en van « Hardempont » 3
- Sluizen 16 en 17, pompstation te Maffle en sluis 18 te Aat 3
- Sluizen 19 à 21 te Aat 3

f) op de Bovenschelde :

- Sluis te Antoing 3
- Sluis te Kain en Brug Notre-Dame 3
- Sluis te Hérinnes 3

g) op het Spierekanaal:

- Sluis te Warcoing en vloedafvoer van « Rieu Delbecq » 3

h) op de Leie :

- Sluis te Komen 3

i) op het kanaal Charleroi-Brussel :

- Sluis 1 te Marchienne-au-Pont 3
- Sluis 2 te Gosselies 3
- Sluis 3 te Viesville 3
- Complex van het Hellend Vlak te Ronquières 3
- Sluis 5 te Itter 3
- Sluizen 26 à 28 en stuw Samme 3

j) op de Ourthe :

- Stuw « Grosses Battes », Streupas, Colonster en Tilff 3

<i>k)</i> op de Maas :	
— Sluis te Hastière	3
— Sluis te Waulsort	3
— Sluis te Anseremme	3
— Sluis te Dinant	3
— Sluis te Houx-Anhée	3
— Sluis te Hun	3
— Sluis te Rivière	3
— Sluis te Tailfer	3
— Sluis te La Plante	3
— Sluis te Grands-Malades	3
— Sluis te Andenelle	3
— Sluis te Ampsin-Neuville	3
— Sluis te Yvoz-Ramet	3
— Stuw te Monsin	3
— Sluis te Hermalle-s/Argenteau	3
— Stuw te Lixhe	3
<i>l)</i> op het kanaal van Monsin :	
— Sluis te Monsin	3
<i>m)</i> op het kanaal Haccourt-Wezet :	
— Sluis te Wezet	2
<i>n)</i> op het kanaal de Ternaaien :	
— Sluis te Ternaaien	4
<i>o)</i> op het kanaal van de Ourthe :	
— Sluis 1 te Angleur	1
— Ophaalbrug <i>1bis</i> te Angleur	1
<i>p)</i> op de Samber :	
— Sluis 1 te Solre-sur-Sambre	3
— Sluis 2 te La Buissière	3
— Sluis 3 te Fontaine-Valmont	3
— Sluis 4 te Lobbes	3
— Sluis 5 te Thuin	3
— Sluis 6 te Thuin (Grand-Courant)	3
— Sluis 7 te Leernes (Trou d'Aulne)	3
— Sluis 8 te Leernes (Abbaye d'Aulne)	3
— Sluis 9 te Landelies	3
— Sluis 10 te Monceau-sur-Sambre	3
— Sluis te Marcinelle	3
— Sluis te Montignies-sur-Sambre	3
— Sluis te Roselies	3
— Sluis te Auvelais	3
— Sluis te Mornimont	3
— Sluis te Floriffoux	3
— Sluis te Namen	3
3° de in artikel 1, 4°, bedoelde ambtenaren in dienst op het « Canal du Centre » :	
— lift 1	3
— lift 2	3
— lift 3	3
— lift 4	3.

Art. 3. De in artikel 1, 4°, *d*, bedoelde ambtenaar die aangewezen is voor één van de in artikel 2, 3°, bedoelde werken, komt in aanmerking voor het vrij genot van woning.

Art. 4. Als het aantal ambtenaren die voor de in artikel 2, 2° en 3°, van dit besluit bedoelde kunstwerken aangewezen zijn, lager is dan de in dit artikel vastgelegde quota's, kan de Minister van Ambtenarenzaken de in artikel 1, 3°, bedoelde ambtenaren het vrij genot van woning ten belope van deze quota's verlenen.

Art. 5. De in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaren zijn aan bijzondere dienstverplichtingen onderworpen, zelfs als het bestuur ze onmogelijk ter plaatse kan huisvesten.

Het ambt dat door de in het eerste lid bedoelde ambtenaren wordt uitgeoefend, is ingedeeld bij de categorie bedoeld in artikel 3, 2°, *a*, van het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Art. 6. De in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaren hebben recht op vrij genot van woning vanaf de dag waarop ze hun ambt opnemen; ze behouden dat recht zolang ze het ambt uitoefenen.

De bovenbedoelde ambtenaren verliezen het vrij genot van woning voor de periodes waarin zij om welke reden ook langer dan één maand afwezig zijn, behalve in geval van :

1° jaarlijks vakantieverlof en feestdagen, omstandigheidsverlof of verlof wegens persoonlijke aangelegenheid, voor zwangerschapsonderzoeken, om dwingende redenen van familiaal belang, bevallingsverlof, ouderschapsverlof, verlof voor de opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

2° verlof met het oog op de vervulling van sommige militaire dienstverstrekingen in oorlogstijd, alsook van diensten in de civiele bescherming of van taken van algemeen nut overeenkomstig de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

3° verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

4° verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid;

5° verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen;

6° verlof voor sociale promotie en om deel te nemen aan vormingsactiviteiten;

7° verlof wegens halftijdse loopbaanonderbreking;

8° verlof voor het afstaan van beenmerg, alsook voor de begeleiding en bijstand van gehandicapten en zieken tijdens in België en in het buitenland georganiseerde reizen en vakantieverblijven;

9° verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid;

10° disponibiteit wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve dienstongeschiktheid met zich meebrengt, maar die afwezigheden veroorzaakt die langer duren dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 7. De in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaren dragen de verwarmings- en verlichtingskosten.

Als het bestuur de verwarmings- en verlichtingskosten draagt, wordt hun wedde maandelijks verminderd met 2,5 % van het brutobedrag van het rekenkundige gemiddelde tussen het minimum en het maximum van de aan hun graad verbonden weddeschaal.

Deze inhouding bedraagt 2 % wanneer het bestuur slechts de verwarmingskosten draagt.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken kan de in artikel 4 van bovenvermeld koninklijk besluit van 30 november 1950 bedoelde toelage onder dezelfde voorwaarden verlenen aan de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 en 3.

Art. 9. De in artikel 1, 3°, bedoelde ambtenaar die krachtens de artikelen 4 en 8 de vervangende toelage ontvangt, verliest het genot van die toelage zodra het ambt waaraan ze verbonden is of, eventueel, een kosteloze woning aan een in artikel 1, 2°, bedoelde ambtenaar kan worden toegekend.

Art. 10. Bij overlijden van een in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde ambtenaar behouden zijn weduwe, of de persoon met wie hij samenwoont, en de familieleden die in hetzelfde huis wonen, het genot van de woning totdat de in de opzeggingsbrief bepaalde termijn verstreken is.

De opzeggingstermijn moet hoe dan ook minstens drie maanden bedragen.

De bewoner moet vanaf de eerste dag van de maand na de dag waarop bovenbedoelde ambtenaar overleden is, een huur betalen waarvan het bedrag bepaald wordt overeenkomstig de artikelen 2 en 6 van bovenbedoeld koninklijk besluit van 30 november 1950.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 11. De in artikel 1, 1°, 2° en 4°, bedoelde ambtenaren die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit vrij genot van woning hebben, behouden dat voordeel in hun huidig ambt.

Ze vallen onder de toepassing van de artikelen 5 à 7 en 10.

HOOFDSTUK III. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 12. Ten gevolge van de gradenomzetting op 1 december 1994 moeten de ambtenaren die onder de toepassing van dit besluit vallen, een ambt bekleden dat met de in artikel 1 vermelde graden overeenstemt.

Art. 13. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 9 april 1979 tot vaststelling bij de « Office de la Navigation » van de functies waaraan kosteloze huisvesting verbonden is, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 maart 1981 en 26 mei 1983;

2° het koninklijk besluit van 6 mei 1985 tot vaststelling, wat de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen bij het Ministerie van Openbare Werken betreft, van de betrekkingen en de arbeidsplaatsen waaraan vrij genot van woning verbonden is.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990, met uitzondering van artikel 2, 2°, *k* tot *p*, en 3°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1995.

Art. 15. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME